

(cf article in extenso en anglais sur notre site ainsi que des réactions d'internautes anglais)

Extraits : « Tandis que l'Etat Providence est écrasé par le rouleau compresseur partout en Europe, on se bat en France pour une cause que nous ferions bien de suivre avec attention. (...)

Le Président Sarkozy espère que la combinaison d'un vote rapide au Sénat et l'approche des vacances de la Toussaint saura apaiser les passions avec plus d'efficacité que les canons à eau de sa police anti-émeute. Mais, il est bel et bien en train de perdre la bataille de l'opinion. En effet, le soutien de l'opinion publique a curieusement augmenté après une semaine durant laquelle 4 raffineries et 4 ports furent bloqués. Jusqu'à 70 % continuent à soutenir le mouvement.

Les Syndicats qui ont résisté aux appels à la grève générale ont appelé à deux nouvelles journées nationales de protestation. Et leur exigence première, à savoir négocier la réforme plutôt que de l'imposer par la loi, apparaît comme légitime. Avec les forces de police de plus en plus violentes envers les grévistes et les manifestants, les deux camps pourraient perdre le contrôle, ce qui pourrait à la fois affaiblir les syndicats et se révéler catastrophique pour le gouvernement. (...) Tandis que les garanties élémentaires assumées par l'Etat Providence sont bafouées partout en Europe au nom de la sacro-sainte notation du triple A, on se bat en France pour une cause qu'ici, en Grande-Bretagne, nous ferions bien d'observer de très près. Ce même combat pourrait bientôt avoir lieu chez nous aussi. »

Pourquoi les analyses portées par les syndicats et certains politiques ne sont jamais relayées par les grands médias nationaux ... quelques éléments d'explication ci-dessous !

Christian de Boissieu : Prof d'éco, régulièrement sur LCI, Europe 1, Le Monde, membre banque Neufilize OBC, conseiller fonds spéculatif HDF Finance et du Crédit Agricole

Daniel Cohen : Prof d'éco, commente l'actualité éco dans les Matinales de France Inter, senior adviser de la banque Lazard

Jean-Paul Betbèze : Prof d'économie, régulièrement sur Radio France, RTL, LCI, Le Figaro, Les Echos, dirige le service d'analyse économique du Crédit Agricole

Jacques Mistral : économiste, régulièrement sur France Télévisions, Radio France, Le Monde, administrateur de la Banque BNP Paribas

Jean-Hervé Lorenzi : Prof d'éco, régulièrement sur TF1, Public Sénat et Europe 1, émarge à la société De Rothschild, au C.A. de BNP Paribas Assurance, de Wanadoo et de l'association française des opérateurs mobiles et au Crédit Foncier **Source : Le Monde Diplomatique Juillet 2010**

Le Siècle, club de rencontres des élites françaises. Par Noël Blandin / La République des Lettres

Le Siècle, fondé en 1944 (...) est l'un des clubs "de réflexion" les plus selectes de Paris. Le Siècle n'est pas véritablement un think-tank ou un groupe d'influence mais plutôt un cercle mondain où se côtoient les élites françaises solidaires d'un certain statu quo social et républicain. Il réunit quelque 550 membres permanents triés sur le volet au sein de la fine fleur des castes politique, économique et médiatique du pays. (...) On y retrouve de hauts fonctionnaires, presque tous les patrons des grandes entreprises, des politiciens de droite et de gauche, des banquiers, des magistrats, la plupart des grands dirigeants des médias, des journalistes "qui font l'opinion", des économistes, quelques universitaires et quelques syndicalistes (...). L'objectif est de créer un cercle de rencontres entre hommes politiques et responsables représentatifs de la société civile (...). Il faut d'abord être coopté par les autres membres et être représentatif d'un milieu professionnel ou d'une sensibilité politique du pays. Il faut ensuite passer au moins un an dans la case "invité" et montrer que l'on sait "dîner" lors des raouts de 250 à 300 personnes organisés chaque quatrième mercredi du mois, de 20h à 23h, au siège du très select Automobile Club de France. (...)

Avant le dîner, l'apéritif est l'occasion de communiquer en toute discrétion bons plans, informations diverses, petits services entre amis. Tous les convives doivent respecter les règles d'or du cercle, à savoir la courtoisie et la discrétion, notamment en sachant garder le secret sur la teneur des conversations, ce qui explique entre autres qu'aucun communiste n'a été admis jusqu'en 1981, de crainte sans doute qu'il divulgue au bureau du parti quelque petit secret de banquier ou de politicien s'étant laissé aller à l'heure du digestif. L'association Le Siècle cultive elle-même le secret en ne publiant aucun document ou bulletin interne. (...)

Parmi les membres du Siècle, citons entre autres : Claude Bébéar, Jean-Marie Colombani, Alain Minc, Rachida Dati, Eric Besson, Anne Sinclair, Jean-Pierre Chevènement, Elisabeth Guigou, Serge July, Patrick Poivre d'Arvor, Dominique Strauss-Kahn, Nicole Notat, Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin, François Fillon, Lionel Jospin, Laurent Fabius, Odile Jacob, Laurent Joffrin, David Pujadas, Emmanuel Chain, Edouard de Rothschild, Jean-François Copé, Michèle Cotta (première femme acceptée en 1983), Martine Aubry, Bernard Kouchner, Luc Ferry, Jean-Claude Trichet, Ernest-Antoine Seillière, Louis Gallois, Louis Schweitzer, Pascal Lamy, Arlette Chabot, ... Denis Kessler, PDG du groupe d'assurances SCOR et ancien vice-président du MEDEF, préside Le Siècle depuis janvier 2008.

(cf article in extenso sur notre site)

Dans les poulaillers d'acajou / Les belles basses-cours à bijoux / On entend la conversation /

D'la volaille qui fait l'opinion / Ils disent ...

Poulailler's Song Alain Souchon 1977

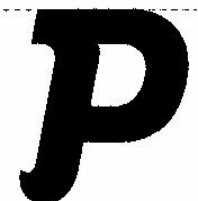


SNUipp.FSU

LE BULLETTIN ECOLES ET COLLEGES

Dispensé de timbrage

TARBES CTC



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

SECTION DÉPARTEMENTALE DES HAUTES-PYRÉNÉES DU SNUipp / FSU

Ecole Jules Ferry, rue André Breyer 65000 TARBES tél : 05 62 34 90 54 fax : 05 62 34 91 06

internet : www.65.snuipp.fr courriel : snu65@snuipp.fr

Des voix que l'on entend partout, et celles que l'on n'entend jamais ...

D'aucuns envahissent les ondes et saturent les écrans et les colonnes des journaux. Quelle est leur légitimité ?

D'autres, dont la vie a démontré l'importance de leur action, dont la parole s'oppose à la ligne politique d'une coalition très puissante puisqu'elle compte dans ses troupes des chefs d'entreprise, des politiques nationaux et des décideurs du monde médiatique, n'ont jamais droit de cité dans nos médias nationaux. Pourquoi ?

Une démocratie a besoin du débat, de la confrontation des idées et d'informations vérifiables pour s'exercer.

Dans ce bulletin vous trouverez des textes peu diffusés, mais aussi des éléments de compréhension pour savoir qui nous parle et d'où ils nous parlent ...

N'oublions jamais que sans le courage d'une minorité, la barbarie aurait triomphé au siècle dernier.

L'appel que lancent les Résistants en 2004, nous invite à ne pas subir la domination de ceux qui ont décidé de se partager le monde, sans aucun respect pour ceux qui le font évoluer dans la dignité, risquant toujours leur confort individuel, et parfois leur vie.

La guerre a changé de forme, elle est idéologique et économique, mais les victimes se comptent toujours dans les rangs du peuple ...

joëlle noguère

déposé le 02/11/2010

dir. de publication : M. Fochesato N° CPPAP 0 410 S 072 83 n° ISSN 1247-4452 Imprimé au Siège Mensuel Prix : 1,53€

N°114 octobre 2010

SOMMAIRE

- P1 : édito
- P2 : appel des Résistants aux jeunes générations
- P3 : articles presse étrangère
- P4 : quelques éléments d'explica-

contre la réforme des retraites, pour l'emploi et les salaires, la lutte continue ! rendez-vous à la Bourse du Travail de Tarbes toujours plus nombreux et déterminés !!!

manifestation samedi 6 novembre à 10h

Le Bulletin Ecoles & Collèges du SNUipp65 : le seul mensuel syndical des Hautes-Pyrénées pour la profession

Appel des Résistants aux jeunes générations, du 8 mars 2004
Appel à la commémoration du 60e anniversaire du programme du C.N.R. de 1944

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle.

Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère contre l'injustice est toujours intacte.

Nous appelons, en conscience, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir trois gestes humanistes et profondément politiques au sens vrai du terme, pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais :

Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés, à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : Sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des " féodalités économiques ", droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc. Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.

Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau " Programme de Résistance " pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.

Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous. Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés, contrairement au programme du Conseil national de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à ceux et celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection : " Créer, c'est résister. Résister, c'est créer ".

Signataires : Lucie Aubrac, Raymond Aubrac, Henri Bartoli, Daniel Cordier, Philippe Dechartre, Georges Guingouin (+), Stéphane Hessel, Maurice Kriegel-Valrimont, Lise London, Georges Séguy, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Maurice Voutey.

Entendu lors d'une matinale de France-Inter : « Les français sont un peu la risée de toute l'Europe. Ils sont perçus comme des enfants capricieux qui, de dépit, se roulent par terre dans la rue... »

Cependant vous trouverez ci-après des extraits d'articles parus dans la presse étrangère qui tendraient à prouver que les rires ne sont pas unanimes, et que le monde observe avec intérêt et parfois admiration les luttes sociales françaises

Les Français ont raison de se battre pour leur retraite. On devrait même les prendre en exemple en Europe et ailleurs, assure l'économiste américain **Mark Weisbrot**

22.10.2010 | de Mark Weisbrot économiste américain, chroniqueur pour The Guardian et The New York Times
(cf article in extenso sur notre site)

France : Hérauts de tous les travailleurs d'Europe

Les manifestations qui secouent la France mettent en évidence certaines différences avec les Etats-Unis. Les Français ont décidé, outre des arrêts de travail et des grèves à grande échelle, de descendre dans la rue par millions pour défendre leurs acquis en matière de retraite. La colère populaire des Français se trouve orientée dans une direction positive – contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, où elle se mobilise essentiellement [à l'approche des législatives du 2 novembre] pour élire des candidats qui feront de leur mieux pour accentuer les souffrances des ouvriers et de la classe moyenne.

Je dois reconnaître, cependant, avoir été troublé par l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007. N'a-t-il pas fait campagne sur l'idée que la France devait rendre son économie plus "efficace", à l'instar de celle des Etats-Unis ? En réalité, il n'aurait pu imaginer pire moment pour déborder son baratin. Outre Atlantique, la bulle immobilière était sur le point d'exploser et allait bientôt, non seulement causer notre grande récession, mais aussi entraîner la plupart des économies mondiales dans le marasme. Mais Nicolas Sarkozy a beaucoup été aidé par les grands médias internationaux. Ces derniers adoraient le modèle américain et ont contribué à diffuser un certain nombre de mythes. Parmi ces mythes, l'idée qu'une économie mondialisée ne pouvait supporter les coûts exorbitants de la protection sociale et des allocations de chômage, et que les employeurs recruteraient davantage si on réduisait les impôts sur le capital et s'ils pouvaient licencier plus facilement.

Une fois encore, la plupart des médias internationaux pensent que les Français manquent de réalisme et devraient suivre le mouvement comme tout le monde. L'espérance de vie a augmenté, argumentent-ils, et nous devons tous travailler plus longtemps. C'est un peu comme ne donner que la moitié du score d'un match de base-ball. Face à ce calcul purement démographique, on oublie que la productivité et le PIB auront eux aussi augmenté dans l'intervalle (...). Il est donc parfaitement raisonnable de la part des Français de souhaiter que les actifs puissent passer plus de temps à la retraite au fur et à mesure que l'espérance de vie augmente. Et c'est bien ce qu'ils souhaitent en majorité. Sans avoir à se lancer dans de savants calculs, ils sentent que si un pays s'enrichit d'année en année, il n'y a pas de raison que sa population consacre plus de temps à travailler. (...)

La France (...) a jusqu'à présent résisté à certains des changements qui ont provoqué une régression sociale pour les actifs – et, en particulier, pour les actifs à faibles revenus des pays riches. Les autorités européennes (...) et le FMI accélèrent ce processus de régression dans les pays les plus faibles de la zone euro (par exemple la Grèce, l'Espagne et l'Irlande). (...) D'après les sondages, les grévistes sont soutenus par les trois quarts de la population française, malgré la pénurie de carburant et les autres perturbations. (...) Malgré la faiblesse du Parti socialiste, la France possède une gauche plus forte que la plupart des autres pays. Celle-ci a la capacité et la volonté d'organiser des manifestations, des arrêts de travail et de larges campagnes de sensibilisation. Les Français se battent en fait pour l'avenir de l'Europe – et donnent l'exemple aux autres pays. (...)

CETTE SEMAINE VUE DE BELGIQUE

Publié le samedi 30 octobre 2010 dans Nord Eclair

Solidaires des Français

En début de semaine, des grévistes ont bloqué les dépôts de Feluy et Tertre pour ne pas « casser » le mouvement de contestation contre la réforme des retraites françaises. Par « solidarité » avec les grévistes français, le syndicat socialiste belge Setca, a bloqué deux dépôts pétroliers en Belgique pendant une bonne partie de la journée. Ils ont mis en place des barrages devant le dépôt de Total Belgique à Feluy et celui de la société JP Martens à Tertre, situés le long de l'autoroute entre Bruxelles et la frontière française. Selon le syndicat belge, quelques 40 à 50 camions supplémentaires venaient s'approvisionner quotidiennement en raison du mouvement de grève contre la réforme des retraites. Fin du blocage vers 17 h : « nous avons (...) reçu l'accord formel des directions sur une limitation du nombre de camions français venant s'approvisionner » a expliqué un responsable du syndicat, Jean-Philippe Piton.